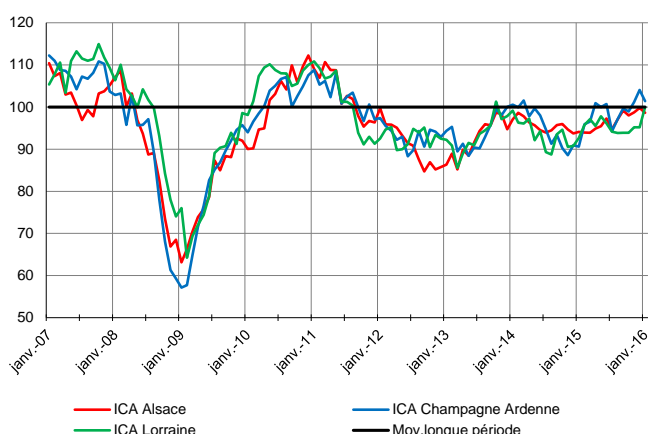


## Contexte conjoncturel

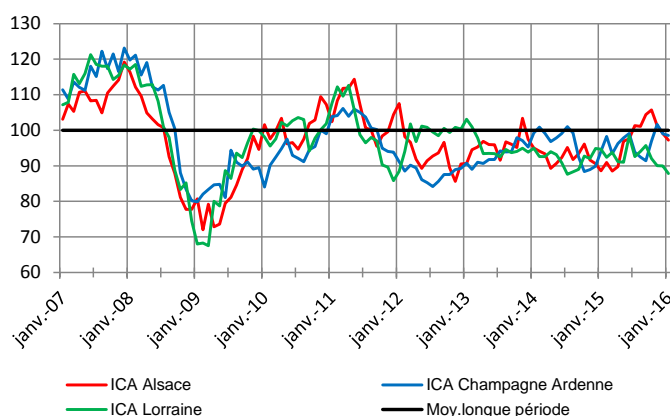
### Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

#### Industrie



#### Services marchands

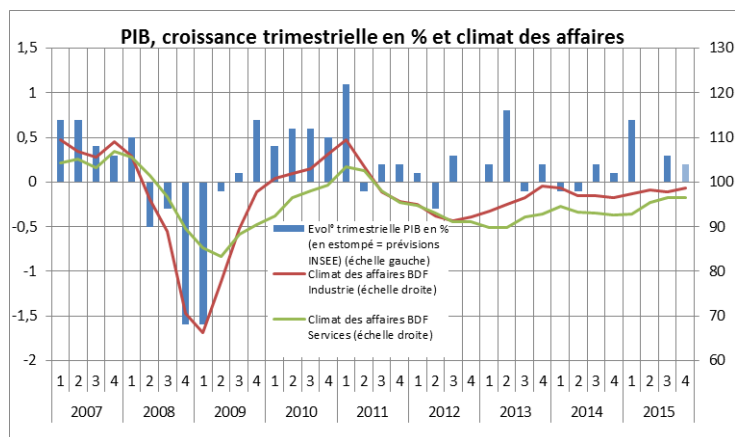


## Contexte national

Après une année 2014 atone, le climat des affaires s'est légèrement redressé en 2015. L'activité reste toutefois en deçà de son niveau moyen de longue période dans tous les grands secteurs d'activité, industrie, services et construction. La reprise progressive de l'activité en zone Euro a bénéficié à l'économie française, mais a été atténuée par le ralentissement des pays émergents. Au niveau national, l'impact économique des attentats meurtriers de janvier et novembre a globalement été temporaire et limité à certains secteurs des services marchands.

En 2015, le **PIB a progressé de 1,1 %**, après une croissance de 0,2 % en 2014. La contribution au PIB de la demande intérieure hors stocks est de 1,1 point en 2015 après 0,5 en 2014. Cette progression provient en grande partie de la hausse de la consommation des ménages (+1,4 %, après +0,6 % en 2014), elle-même portée par une amélioration globale du pouvoir d'achat. L'investissement des entreprises a poursuivi sa progression (+2,0 % en 2015 comme en 2014), soutenu par le CICE et le dispositif de suramortissement. L'investissement des ménages a reculé de nouveau, mais moins fortement qu'en 2014 (-3,0 % après -5,3 %) : le marché de l'immobilier neuf reste mal orienté en dépit du dispositif Pinel. La variation de stocks a contribué positivement à la croissance (+0,2 point), contrairement au commerce extérieur (-0,1 point).

**Le solde des échanges extérieurs de marchandises s'est amélioré**, mais reste déficitaire (-46 milliards d'euros entre décembre 2014 et novembre 2015, après -58 en 2014). Les exportations se sont intensifiées, sous l'effet simultané de la baisse du taux de change de la monnaie unique et de la bonne tenue de l'activité de nos partenaires commerciaux. Le solde des échanges extérieurs de services est quant à lui positif, mais un peu moins élevé qu'en 2014.

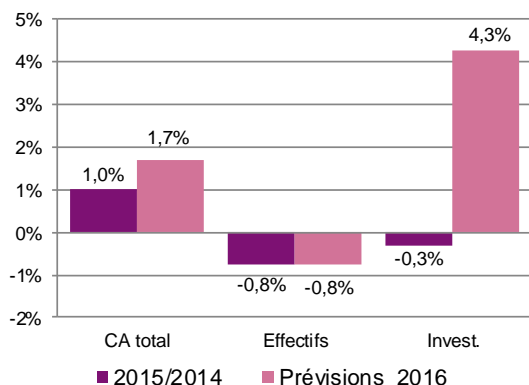


**Le taux de chômage reste élevé en 2015** (10,5 % comme en 2014).

**Les prix à la consommation sont restés stables** en variation annuelle, après +0,5 % en 2014. La faiblesse de l'inflation est notamment le fait du repli des prix des produits pétroliers et des autres matières premières. Dans ce contexte, la BCE a adopté des mesures d'assouplissement quantitatif, qui ont fait reculer les risques déflationnistes et ont soutenu l'activité économique (impact de +0,3 % sur le PIB).

**L'accès des entreprises au crédit bancaire a été dans l'ensemble aisé** en 2015, la situation des TPE apparaissant à cet égard relativement moins favorable que celle des plus grandes entreprises.

**INDUSTRIE**



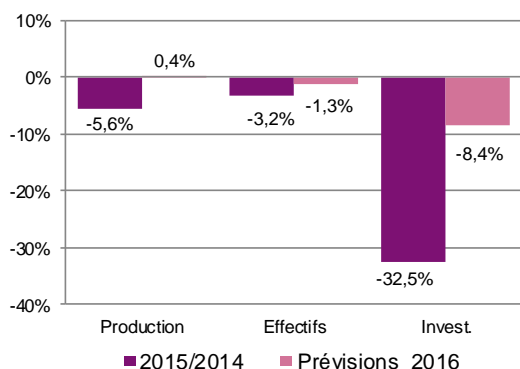
L'industrie régionale a enregistré une amélioration du niveau des ventes en 2015. Les chiffres d'affaires ont progressé de 1 %, en partie grâce à la bonne tenue des marchés à l'export, sur lesquels les entreprises de la grande région restent performantes (+ 2,4 %).

Cette évolution n'a, en revanche, pas été favorable à l'emploi, qui a poursuivi sa baisse (- 0,8 %).

Les investissements engagés en 2015, proches de la stabilité, traduisent la prudence des industriels, confrontés à une visibilité modérée sur les principaux marchés mais aussi à des données macro-économiques volatiles.

Les prévisions tablent sur une hausse de l'activité et des investissements en 2016. L'emploi resterait sous tension.

**CONSTRUCTION**



Comme prévu, la construction a connu une année difficile en 2015, la production s'inscrivant en recul dans tous les compartiments d'activité. La baisse des prix s'est poursuivie dans un contexte de demande atone, qui a cependant commencé à donner des signes de redressement au second semestre.

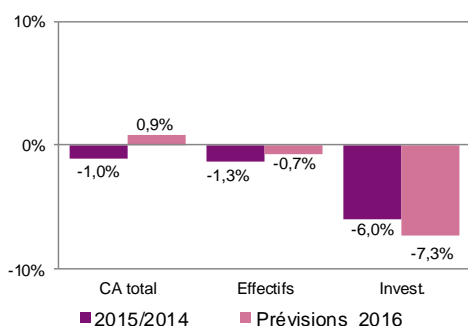
Les effectifs ont été ajustés à la baisse, avec un recul de l'intérim.

Les dépenses d'investissement ont été gelées, faute de visibilité et de marges suffisantes.

Les chefs d'entreprise envisagent un redressement progressif, mais limité, de leur activité en 2016.

**SERVICES**

**Transports et entreposage**

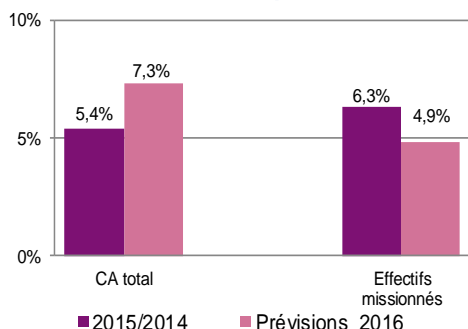


Un contexte d'activité moyenne, une moindre demande des entreprises du BTP, des prix orientés à la baisse avec l'indexation sur le prix du gasoil, ont conduit à un recul du chiffre d'affaires du transport routier de fret. L'entreposage et les services auxiliaires de transport ont stagné. L'emploi a diminué.

Les investissements ont été moins importants que l'an dernier dans l'entreposage, tirant l'ensemble à la baisse. Les transporteurs ont renouvelé une partie de leur flotte (hausse des dépenses de 5,2 %), profitant de conditions financières favorables.

Les prévisions sont prudentes pour 2016.

**Travail temporaire**

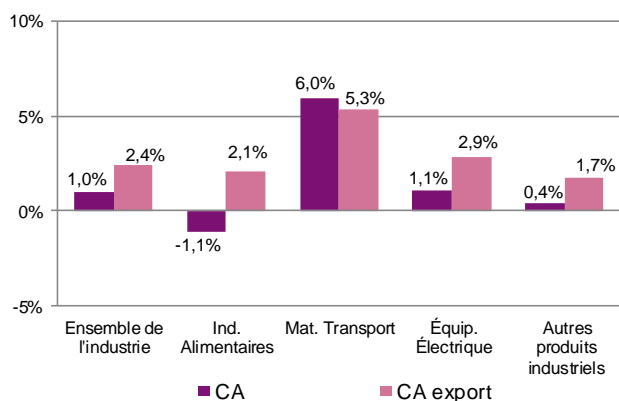


L'activité des agences de travail temporaire s'est redressée, la demande ayant progressé partout, sauf dans le BTP.

Les chefs d'entreprise sont relativement confiants, anticipant une croissance de 7 % de leur chiffre d'affaires.

**Évolution de l'activité par secteur**

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



Dans le Grand Est, l'industrie a connu une année positive, supérieure aux anticipations établies fin 2014, avec une hausse des chiffres d'affaires de 1 %. Les exportations (+ 2,4 %) ont soutenu l'activité, grâce à une conjoncture économique un peu mieux orientée en Europe.

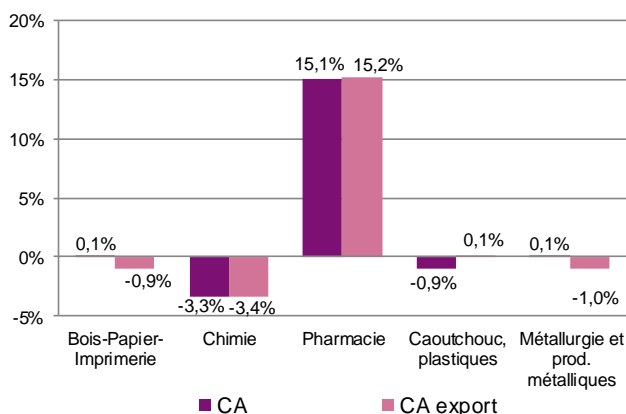
En dépit de bons résultats dans les boissons, notamment à l'export, les industries agro-alimentaires ont vu leur chiffre d'affaires se contracter de 1,1 %. Les produits laitiers et les autres produits alimentaires ont fléchi, pesant sur le résultat d'ensemble.

La fabrication de matériels de transport a enregistré une nouvelle progression des volumes, qui tient essentiellement à l'automobile (plutôt chez les constructeurs). Le soutien de l'exportation, avec près de 6 % de hausse des chiffres d'affaires, demeure un facteur prépondérant.

La croissance a été faible dans les biens d'équipement, malgré la performance des fabricants d'équipements électriques (+ 2,3 %). Les fabricants de machines et d'équipements ont pâti de l'attentisme sur les décisions d'investissement.

**Évolution de l'activité dans la fabrication des autres produits industriels**

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



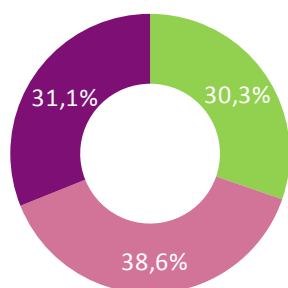
Parmi les autres produits industriels, seule la pharmacie a enregistré une croissance forte, dans le sillage d'excellents résultats à l'exportation.

En l'absence de développement des ventes à l'étranger, la stagnation a prévalu dans le bois-papier-imprimerie, les produits en caoutchouc, matières plastiques et autres minéraux, ainsi que dans la métallurgie.

La chimie a marqué un recul de plus de 3 %, tant sur le marché domestique qu'à l'export.

**Évolution de la rentabilité**

(Soldes d'opinions bruts en %)



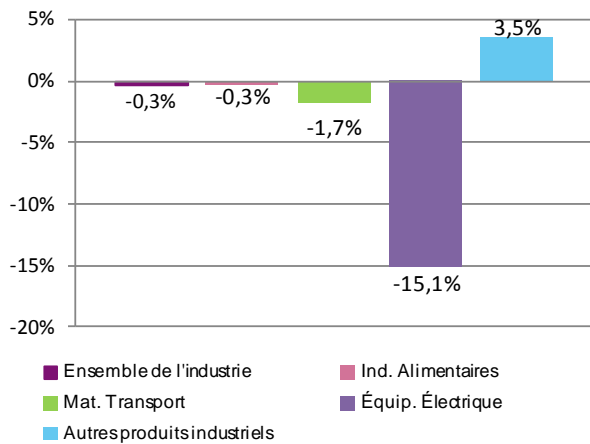
■ Augmentation ■ Stabilité ■ Diminution

L'appréciation portée par les chefs d'entreprise sur l'évolution de la rentabilité en 2015 est assez équitablement répartie : 30 % ont noté une hausse, alors que près de 39 % ont préservé leur capacité bénéficiaire.

En revanche, un peu moins d'un tiers des chefs d'entreprise (31 %) indiquent avoir subi une contraction de rentabilité.

**Évolution des investissements par secteur**

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



Les flux d'investissement ont globalement stagné en 2015, en raison de moindres dépenses en immobilier. Les budgets en équipement ont progressé, quant à eux, de 8 %.

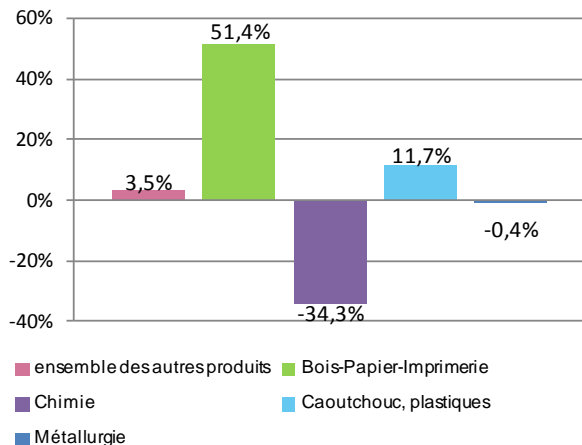
L'agro-alimentaire a maintenu un volant de dépenses proche de 2014 ; les boissons ont engagé le plus gros effort.

Après plusieurs exercices marqués par de fortes dépenses, les biens d'équipement électriques et les fabricants de machines ont ralenti leur effort d'investissement, affichant un recul de 15,1 %.

Les investissements ont peu fléchi dans le matériel de transport (- 1,7 %), alors que les autres produits industriels ont financé des programmes en hausse de 3,5 %.

**Évolution des investissements dans la fabrication des autres produits industriels**

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)

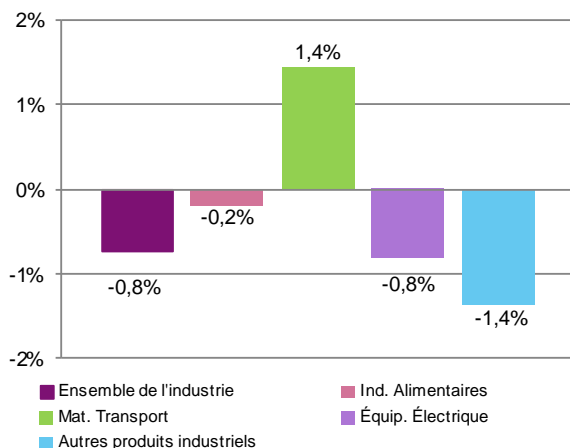


L'analyse par branche des investissements dans les autres produits industriels apporte une lecture contrastée. L'industrie chimique, qui avait réalisé des programmes assez conséquents au cours des dernières années, a réduit ses dépenses en 2015.

Le bois-papier-imprimerie ainsi que les produits en caoutchouc et matières plastiques ont augmenté leurs dépenses. Dans la métallurgie, les investissements ont été quasi stables.

**Évolution des effectifs par secteur**

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)

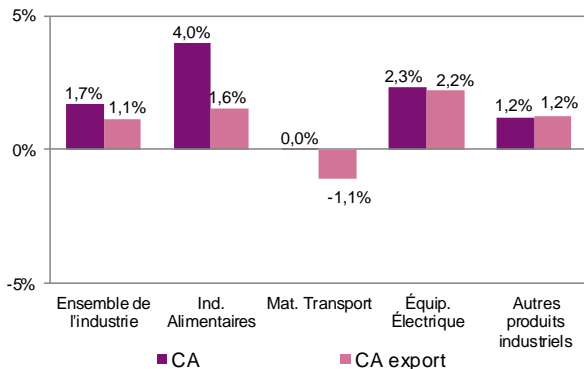


L'industrie régionale a réduit, une nouvelle fois, ses effectifs. L'emploi a reculé globalement de 0,8 %.

Un seul secteur en hausse : la fabrication de matériels de transport, tirée par l'industrie automobile, a renforcé ses équipes, avec un recours accru aux intérimaires.

**Prévisions de l'activité par secteur**

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



Les prévisions 2016 font état d'une progression des chiffres d'affaires de 1,7 %, avec une croissance de l'export ralentie à 1,1 %.

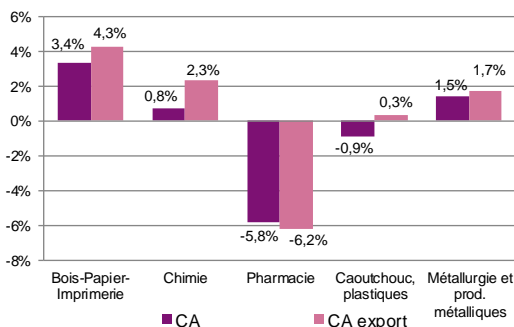
Après un recul en 2015, l'agroalimentaire verrait ses ventes progresser de 4 %. Les équipements électriques et les machines pourraient conforter leur croissance, avec une hausse de 2,3 %.

Les fabricants de matériels de transport sont moins optimistes pour 2016 ; ils envisagent, au mieux, une stabilisation, craignant un ralentissement à l'export.

Pour les autres produits industriels, le rythme de croissance serait de 1,2 %.

**Prévisions de l'activité dans la fabrication des autres produits industriels**

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



Les perspectives d'activité s'améliorent dans le bois-papier-imprimerie et la métallurgie, qui comptent sur une meilleure orientation à l'étranger.

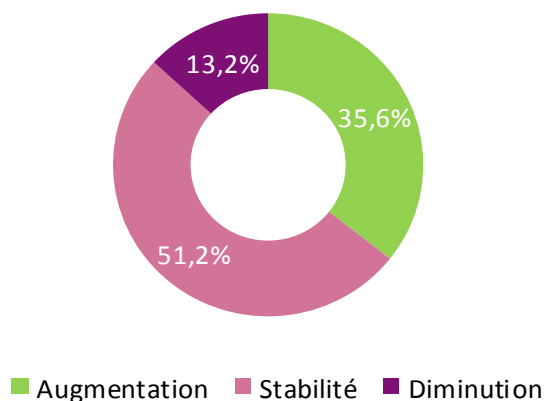
La chimie retrouverait une croissance légèrement positive en 2016, tirée par l'export.

Après une forte progression du chiffre d'affaires en 2015, la pharmacie anticipe un recul en 2016.

Les fabricants de produits en plastique et autres minéraux semblent, par contre, s'installer dans un certain marasme.

**Prévisions de la rentabilité**

(Soldes d'opinions bruts en %)



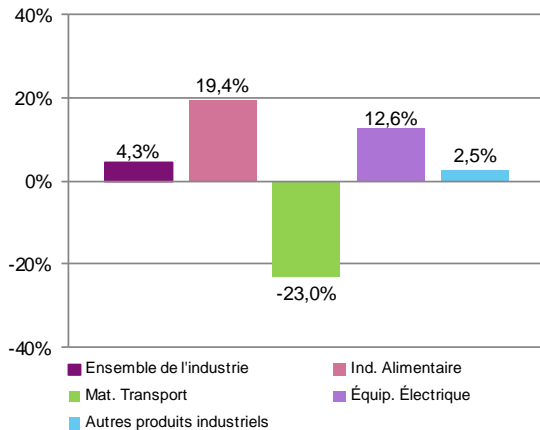
La moitié des chefs d'entreprise (51 %) envisage une stabilisation de la rentabilité en 2016.

36 % anticipent une augmentation de la profitabilité, alors que 13 % des entreprises prévoient une diminution.

Les perspectives de redressement les plus fortes se cristallisent dans certaines branches de l'agroalimentaire et dans le matériel de transport.

**Prévisions des investissements par secteur**

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



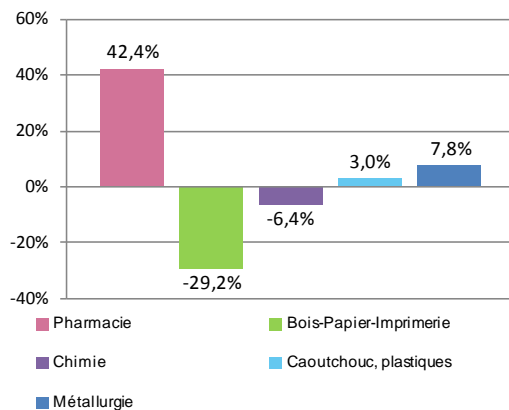
Les investissements projetés par les entreprises augmenteraient en 2016 de 4,3 %.

Des programmes de modernisation sont prévus dans l'agroalimentaire (19,4 %), dans les biens d'équipement électriques et les fabricants de machines (12,6 %).

À l'inverse, les investissements reculeraient dans le matériel de transport (- 23 %), l'essentiel des dépenses ayant été engagé en 2014 et 2015.

**Prévisions des investissements dans la fabrication des autres produits industriels**

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)

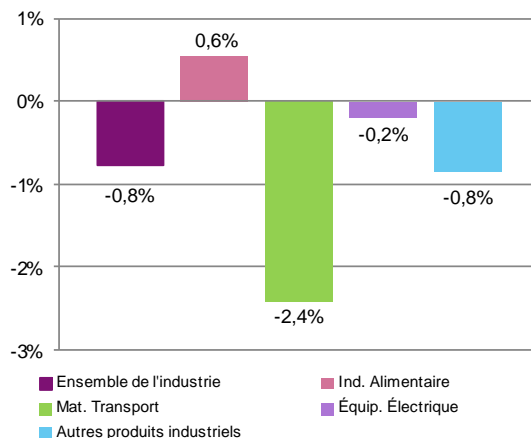


Plusieurs secteurs marqueraient une pause dans les dépenses d'équipement. C'est le cas du bois-papier-imprimerie (- 29,2 %) et de l'industrie chimique (- 6,4 %).

Les projets sont en hausse dans la pharmacie (42,4 %), la métallurgie (8 %) et les produits en caoutchouc et matières plastiques et produits minéraux (3 %).

**Prévisions des effectifs par secteur**

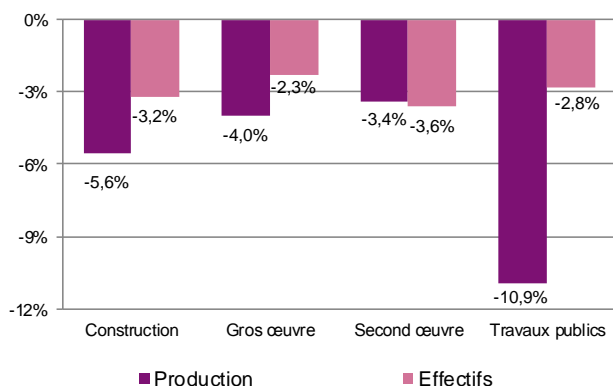
(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



La croissance est réelle mais insuffisante pour diminuer le chômage. L'industrie régionale devrait une nouvelle fois enregistrer une baisse des effectifs (- 0,8 %). Seul, le secteur de l'agroalimentaire anticipe un léger renforcement des équipes (0,6 %).

La plus forte baisse se concentrerait dans le matériel de transport (- 2,4 %).

**Évolution de l'activité et des effectifs par secteur**  
(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



2015 a été difficile pour la construction. La production a fléchi de 5,6 %.

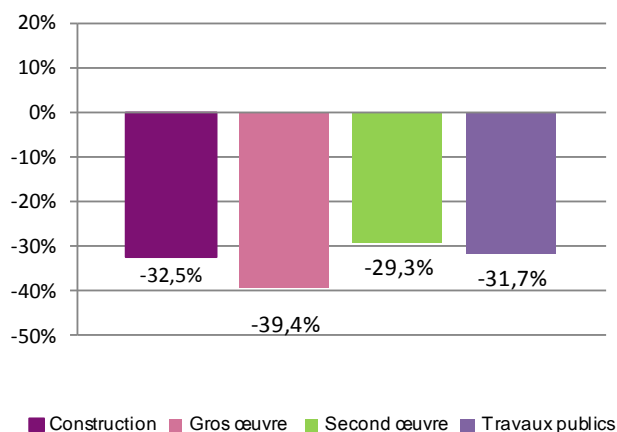
Le gros œuvre est resté confronté à des plans de charge insuffisants, subissant un recul de 4 %, plus sensible en Champagne-Ardenne qu'en Alsace ou en Lorraine.

Le second œuvre a subi un ralentissement de 3,4 %, la rénovation énergétique ne progressant pas autant qu'espéré.

Les travaux publics ont fait face à une baisse des commandes publiques et à la raréfaction des chantiers d'envergure. Les carnets ont été consommés au fil des mois, et la production a chuté de 11 %.

La sous-activité durable a entraîné de nouvelles pertes d'emploi (3 %), et un recul du recours à l'intérim.

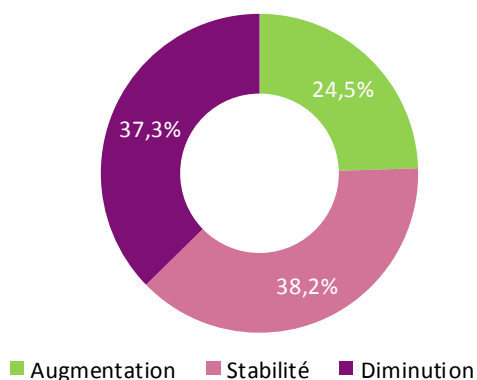
**Évolution des investissements par secteur**  
(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



Faute de visibilité et d'activité suffisante, les entreprises de la construction ont nettement ralenti le niveau de leurs investissements.

Les dépenses ont été réduites d'un tiers dans l'ensemble des secteurs.

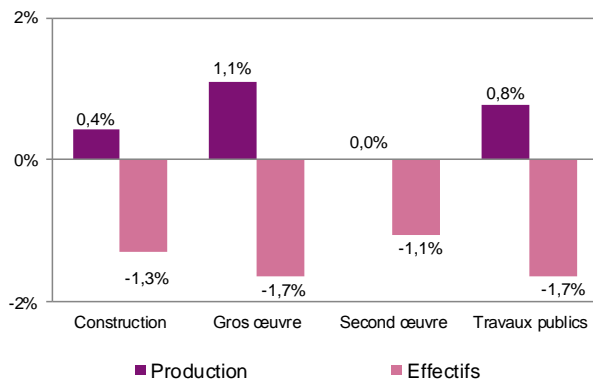
**Évolution de la rentabilité**  
(Soldes d'opinions bruts en %)



L'évolution des prix a conservé une tendance baissière, ce qui a contribué à une nouvelle dégradation de la rentabilité pour 37 % des entreprises, davantage dans les travaux publics que dans le bâtiment.

La stabilité l'emporte pour 38 % des entreprises, surtout dans le gros œuvre (46 %).

**Prévisions de l'activité et des effectifs par secteur**  
(variation pondérée par les effectifs Acoess-Urssaf 2014)



A partir du second semestre 2015, les carnets de commande se sont progressivement renforcés.

La reprise des ventes de logements neufs, le renforcement du prêt à taux zéro et des taux d'intérêt bas constituent des facteurs positifs, laissant espérer un début de reprise en 2016.

La progression serait néanmoins limitée : elle serait proche de 1 % dans le gros œuvre et les travaux publics, alors que le second œuvre anticipe une stabilisation.

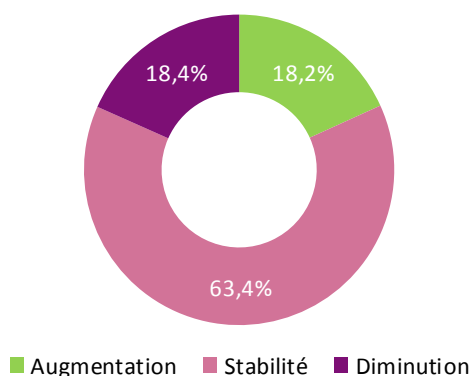
La faible croissance annoncée ne permettra pas de renforcement des effectifs avant de nombreux mois.

**Prévisions des investissements par secteur**  
(variation pondérée par les effectifs Acoess-Urssaf 2014)



Les difficultés de trésorerie, consécutives à deux années de fort recul de l'activité, à la baisse des prix et à un allongement des délais de paiement, contraignent les entreprises à reporter leurs investissements au-delà de 2016.

**Prévisions de la rentabilité**  
(Soldes d'opinions bruts en %)



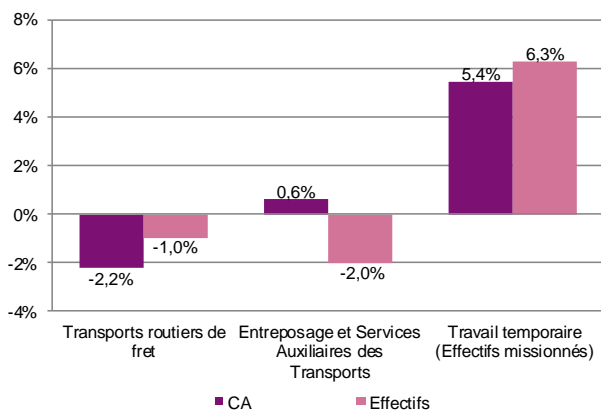
Une large majorité de chefs d'entreprise du bâtiment envisage une stabilisation de la rentabilité d'exploitation en 2016.

Dans les travaux publics, la part des entreprises anticipant une baisse de la rentabilité ressort à 30 %.



#### Évolution de l'activité et des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



Le chiffre d'affaires des entreprises de transport routier de fret a diminué de 2,2 % en 2015, en raison, principalement, de l'indexation des prix sur la baisse du gasoil et d'une demande faible du BTP.

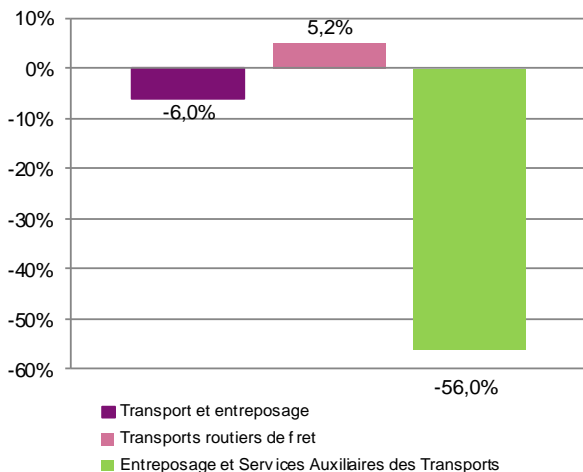
L'entrepôt et les services auxiliaires de transport ont quasiment stagné (0,6 %).

Dans ce contexte atone, les effectifs ont été ajustés à la baisse, faute de volumes et de rentabilité suffisants.

Le redressement de l'intérim est confirmé en 2015, l'activité ayant augmenté de 5,4 %, traduisant la reprise d'activité des entreprises dans un contexte de besoin croissant de flexibilité.

#### Évolution des investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



Les investissements ont diminué globalement de 6 % dans le transport et l'entrepôt.

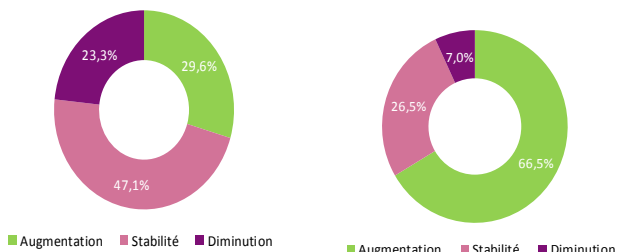
Les dépenses ont progressé de 5 % dans le transport routier de fret, les taux bas de financement ayant incité les transporteurs à renouveler leur flotte.

Après la hausse en 2014, l'entrepôt et les services auxiliaires de transport ont, comme prévu, réduit leurs dépenses en 2015.

#### Évolution de la rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)

Transports et entreposage      Travail temporaire

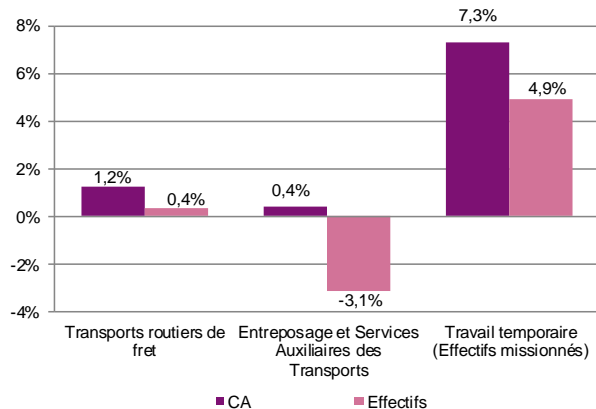


Une majorité d'entreprises des transports routiers a pu stabiliser la rentabilité, voire l'améliorer.

Dans le travail temporaire, le redressement de l'activité a entraîné une progression de la rentabilité pour deux tiers des entreprises.

#### Prévisions de l'activité et des effectifs par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



Les prévisions sont prudentes pour 2016.

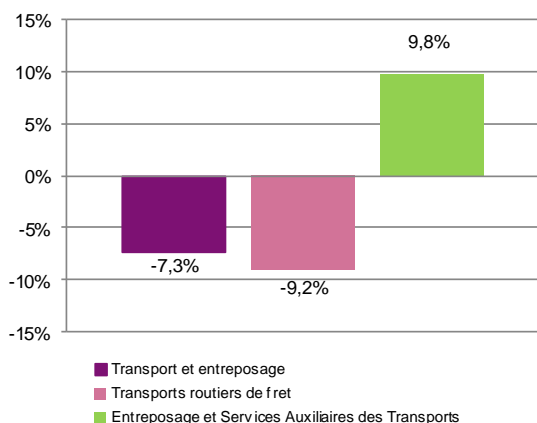
La visibilité réduite dans l'industrie et la faible croissance prévue dans le BTP pèsent sur les perspectives du transport routier. La hausse dans le transport routier de fret serait de 1,2 %. L'entrepôt et les services auxiliaires de transport tablent sur la stabilité.

Dans ces conditions, les perspectives d'embauche sont faibles et les effectifs devraient stagner.

Les entreprises de travail temporaire espèrent conserver un rythme de croissance de l'ordre de 7 % en 2016.

#### Prévisions des investissements par secteur

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 2014)



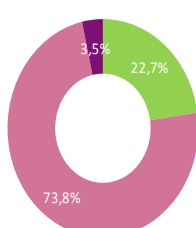
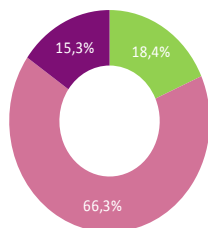
Les prévisions d'investissement sont à la baisse dans le transport.

#### Prévisions de rentabilité

(Soldes d'opinions bruts en %)

##### Transports et entreposage

##### Travail temporaire



■ Augmentation ■ Stabilité ■ Diminution

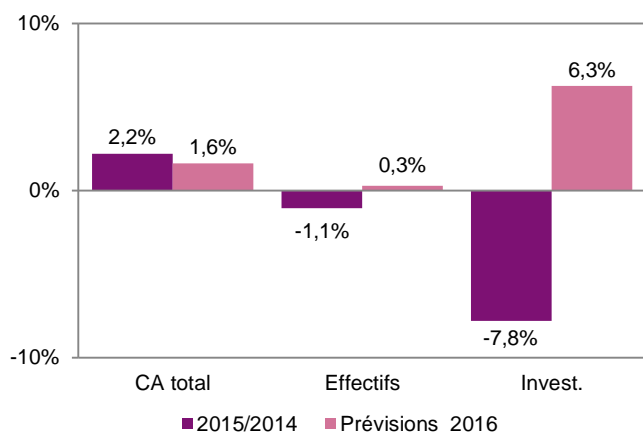
■ Augmentation ■ Stabilité ■ Diminution

La rentabilité des entreprises devrait être préservée en 2016.

# Les entreprises en Alsace

## Bilan 2015 – Perspectives 2016

### INDUSTRIE



La croissance du chiffre d'affaires de l'industrie alsacienne a atteint 2,2 % en 2015, soutenue par des exportations en hausse de 4 %. La progression la plus forte est observée dans le matériel de transport (3,5 %) et les autres produits industriels (3 %). Les progrès ont été plus modestes dans les biens d'équipement électriques et mécaniques (1,7 %), alors que l'agroalimentaire a éprouvé des difficultés à maintenir son chiffre d'affaires, notamment à l'export.

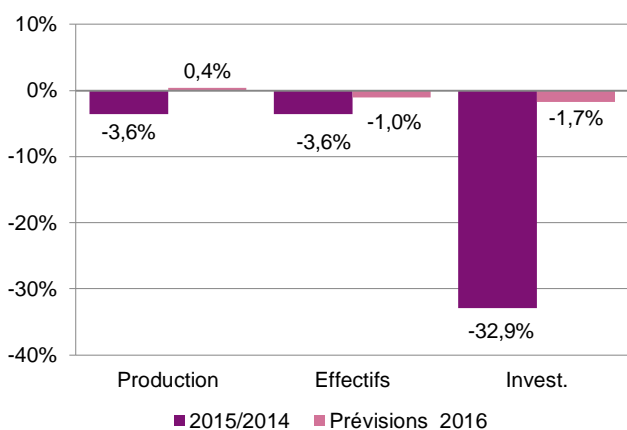
Les effectifs employés dans l'industrie ont été réduits de 1 %.

Les dépenses d'investissement ont diminué, mais d'importants programmes permettent d'envisager une hausse de 6,3 % en 2016.

Les prévisions de chiffre d'affaires sont positives pour 2016. Une croissance de 1,6 % est attendue globalement : les exportations devraient rester une composante importante des débouchés des entreprises alsaciennes.

Les effectifs cesseraient de décroître dans l'industrie.

### CONSTRUCTION



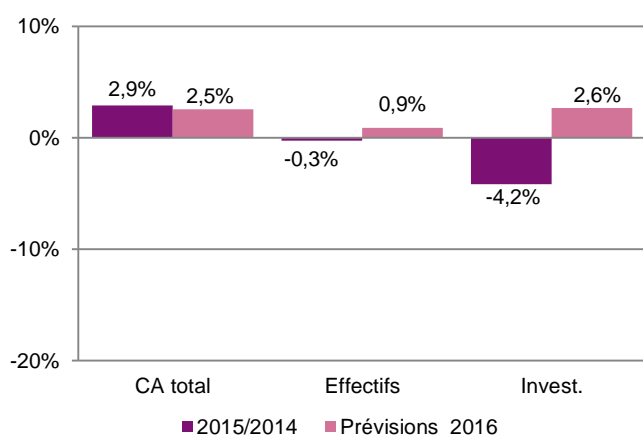
Le recul de la production s'est poursuivi en 2015 (-3,6 %), affectant tant le bâtiment que les travaux publics. Dans le gros œuvre, le début d'amélioration dans la construction de logements a limité la baisse à 1,1 %, alors que le second œuvre, confronté à un ralentissement de la demande au deuxième semestre, terminait l'année avec une production en repli de 2 %. L'absence de gros chantiers dans les travaux publics a pesé sur l'activité, qui a fléchi de 6,2 %.

La faiblesse des carnets a conduit les entreprises à ajuster les effectifs à la baisse (-3,6 %). Le recours à l'intérim a diminué de 16,6 %.

Faute de visibilité, les dépenses d'investissement ont fléchi d'un tiers.

Les chefs d'entreprise de la construction espèrent avoir atteint l'étiage en 2015. L'arrêt de la dégradation des carnets en fin d'année permet d'espérer un début de reprise, tant dans le bâtiment que dans les travaux publics.

### SERVICES MARCHANDS



La croissance de l'activité a été supérieure aux prévisions dans les services, proche de 3 %. Le transport et la logistique ont progressé de 1,3 %, alors que les services informatiques ont bénéficié d'une bonne dynamique du marché numérique, avec un chiffre d'affaires en hausse de 9,9 %.

Les activités spécialisées, techniques et les services administratifs de soutien aux entreprises ont vu leur chiffre d'affaires progresser globalement de 2 %, avec des situations divergentes selon les prestations : hausse de 5,1 % dans le travail temporaire, contraction de 2 % dans l'ingénierie technique.

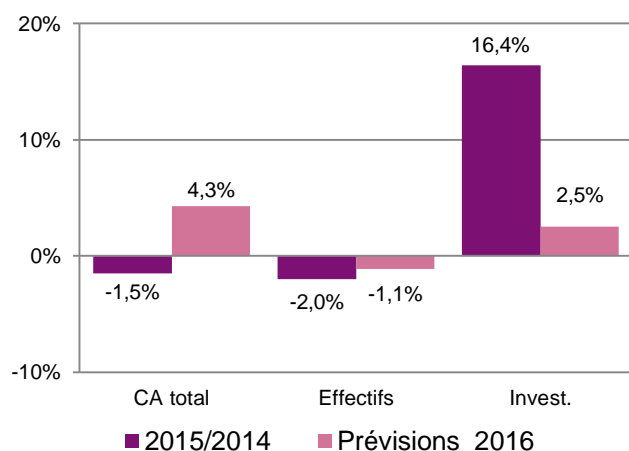
Les effectifs n'ont pas augmenté, malgré un début de renforcement dans les services informatiques.

Les prévisions tablent sur le maintien d'une croissance d'environ 2,5 % pour 2016, soutenue, comme en 2015, par l'informatique et le travail temporaire.

# Les entreprises en Champagne-Ardenne

## Bilan 2015 – Perspectives 2016

### INDUSTRIE

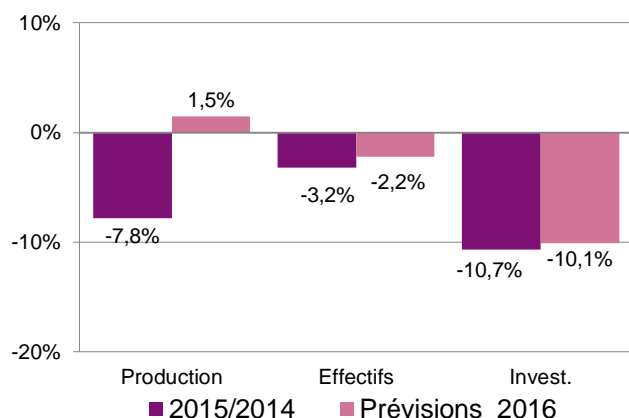


Alors qu'un léger redressement du courant des affaires était prévu en 2015 (0,7 %); les chiffres d'affaires estimés par les industriels montrent un nouveau repli (- 1,5 %). Cette diminution serait toutefois imputable, pour partie, à la tendance baissière des prix observée à partir du second semestre dans de nombreux compartiments industriels. À l'instar de l'an dernier, les ventes à l'étranger ont atténué la diminution constatée. Pour 2016, les perspectives d'activité seraient favorables avec une hausse prévue des chiffres d'affaires de 4,3 %.

L'érosion des effectifs s'est poursuivie en 2015 dans l'industrie (- 2 %) et une nouvelle diminution, cependant moins élevée, serait attendue au cours de l'année à venir (- 1,1 %).

Quant aux investissements, après deux années consécutives de baisse, les dépenses ont été globalement mieux orientées en 2015 (+ 16,4 %) notamment dans les industries « Agroalimentaire » et « Autres produits industriels ». Pour l'exercice à venir, le rythme global des dépenses devrait toutefois ralentir mais les intentions d'investir resteraient légèrement positives (+ 2,5 %).

### CONSTRUCTION

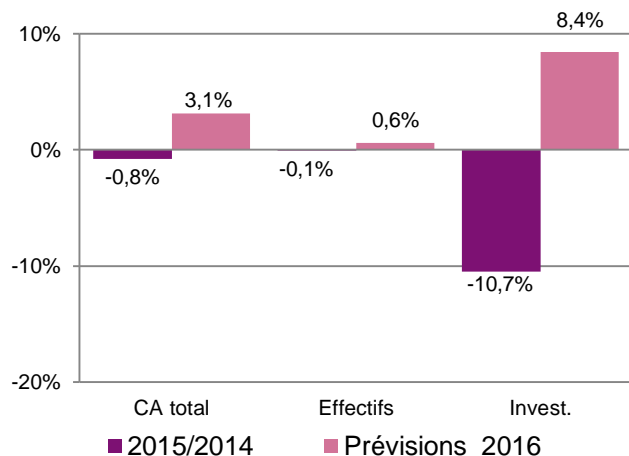


Après deux années empreintes de morosité, l'année 2015 n'a pas été favorable pour la construction dont la production d'ensemble s'est dégradée, notamment dans les secteurs des travaux publics et le gros œuvre. En effet, alors que les professionnels tablaient sur un recul de l'activité de l'ordre de - 4,0 %, la production totale s'est repliée de - 7,8 % au cours de l'exercice écoulé. Selon les prévisions formulées pour 2016, la production apparaîtrait mieux orientée dans les trois compartiments de la construction.

Conformément aux prévisions, le niveau global des effectifs a de nouveau diminué en 2015 (- 3,2 % après - 2,6 % en 2014) et serait encore orienté à la baisse en 2016.

Dans un contexte de demande atone, les investissements ont de nouveau chuté en 2015 (-10,7 %) sauf dans le second-œuvre où une légère progression est constatée. L'année 2016 resterait défavorable.

### Transport routier de marchandises



Pour la troisième année consécutive, le chiffre d'affaires total du transport routier de marchandises est en léger repli de - 0,8 % en 2015 tout comme l'exercice précédent. Les perspectives de croissance de l'activité seraient cependant plus encourageantes en 2016 (+ 3,1 %).

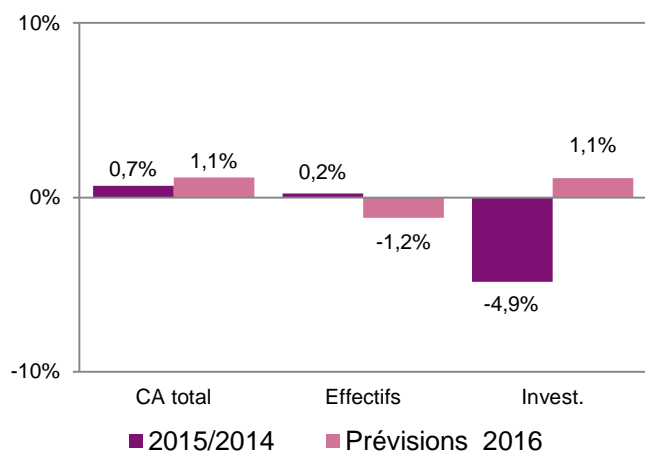
Selon les transporteurs interrogés, le niveau des effectifs n'a quasiment pas varié en 2015 après deux années de baisse. Une légère amélioration serait attendue pour 2016.

Après une année 2014 plutôt favorable, les dépenses d'investissement se sont contractées en 2015 (- 10,5 %) mais moins que prévu (- 25,9 %). Pour 2016, les investissements repartiraient à la hausse (+ 8,4 %).

# Les entreprises en Lorraine

## Bilan 2015 – Perspectives 2016

### INDUSTRIE



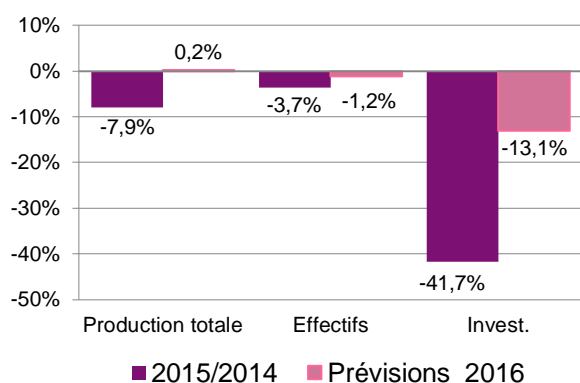
La production industrielle s'est inscrite en légère hausse (+0,7%, après +0,2% en 2014), impactée favorablement par la progression de l'industrie automobile (+6,4%). Les exportations, stables en 2015, ont bénéficié elles-aussi de l'évolution positive de ce secteur (+4,1%). Les indicateurs domestiques et de l'export devraient s'améliorer pour l'année en cours.

Faisant suite à plusieurs baisses, le nombre des effectifs s'est stabilisé (+0,2%) et le recours à l'intérim s'est révélé plus marqué (+14,7%) qu'en 2014.

Comme anticipé, les investissements ont continué de régresser, mais plus modestement. Ils pourraient retrouver davantage d'allant en 2016, notamment dans la fabrication des autres produits industriels.

Dans ce contexte, seuls 21% des industriels ont observé une dégradation de leur rentabilité en 2015.

### CONSTRUCTION



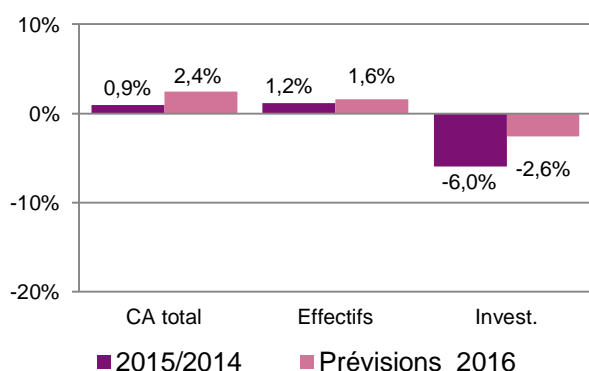
La baisse globale de la production (-7,9%) a été plus forte que prévu. Elle est apparue particulièrement sensible dans le second œuvre du bâtiment (-8,8%), ainsi que dans les travaux publics (-10,1%). Une stabilité d'ensemble est attendue pour 2016 (+0,2%), à la faveur d'un rebond dans le gros œuvre du bâtiment (+2,9%).

À l'identique, la contraction des effectifs totaux (-3,7%) s'est avérée supérieure aux annonces, concomitamment à une moindre réduction de l'emploi intérimaire.

En 2015, les investissements se sont encore amenuisés dans toutes les branches. La baisse devrait être de moindre ampleur cette année.

Plus de 50% des entrepreneurs ont relevé des délais de paiement stables, voire en augmentation pour 31% des opinions, et près de la moitié ont constaté une diminution de leur rentabilité (64% dans les travaux publics) ; une stabilisation se profilerait en 2016.

### SERVICES MARCHANDS



Dans la lignée des prévisions, le chiffre d'affaires global a retrouvé un certain tonus (+0,9%) dans la quasi-totalité des compartiments, à l'exception des transports (-4,4%).

Confirmant les attentes, le nombre des employés s'est inscrit à la hausse dans une grande majorité des activités, sauf dans le transport et l'entrepôt. Le nombre des effectifs missionnés déclarés par les agences d'intérim s'est accru. Cette tendance haussière devrait se poursuivre en 2016.

Dans un contexte d'évolution des rentabilités hétérogène, mais plutôt positive, les délais de paiement ont été jugés stables (66% des avis), voire en augmentation (24% des réponses).

## Tableaux synthétiques sectoriels

(variation pondérée par les effectifs Acooss-Urssaf 12/2014)

### Bilan 2015

	CA total	Exportation	Effectifs	Investissements
Ensemble de l'Industrie	+1,0	+2,4	-0,8	-0,3
Industries agricoles et alimentaires	-1,1	+2,1	-0,2	-0,3
Industrie de la viande	+0,4	+2,9	+1,5	-2,6
Autres produits alimentaires	-5,3	-6,2	-2,0	-15,7
Fabrication de boissons	+3,7	+8,8	+0,3	+15,5
Équipements élect. et électroniques	+1,1	+2,9	-0,8	-15,1
Équipements électriques	+2,3	+3,8	-0,8	-12,4
Machines et équipements	+1,0	+3,5	-1,3	-12,5
Fab. matériels de transport	+6,0	+5,3	+1,4	-1,7
Fabrication d'autres produits industriels	+0,4	+1,7	-1,4	+3,5
Travail du bois, industrie du papier	+0,1	-0,9	-0,9	+51,4
Industrie chimique	-3,3	-3,4	-1,6	-34,3
Industrie pharmaceutique	+15,1	+15,2	-1,3	+5,5
Produits en caoutchouc	-0,9	+0,1	-1,1	+11,7
Métallurgie et autres	+0,1	-1,0	-2,1	+1,0

### Prévisions 2016

	CA total	Exportation	Effectifs	Investissements
Ensemble de l'Industrie	+1,7	+1,1	-0,8	+4,3
Industries agricoles et alimentaires	+4,0	+1,6	+0,6	+19,4
Industrie de la viande	+1,3	+6,9	+0,5	+91,3
Autres produits alimentaires	+15,0	+4,4	+0,6	+45,2
Fabrication de boissons	+1,2	+1,7	+0,9	+13,5
Équipements élect. et électroniques	+2,3	+2,2	-0,2	+12,6
Équipements électriques	+0,7	+0,8	-1,3	+16,6
Machines et équipements	+2,4	+2,1	+0,2	+11,2
Fab. matériels de transport	-0,0	-1,1	-2,4	-23,0
Fabrication d'autres produits industriels	+1,2	+1,2	-0,8	+2,5
Travail du bois, industrie du papier	+3,4	+4,3	-1,0	-29,2
Industrie chimique	0,8	+2,3	-1,5	-6,4
Industrie pharmaceutique	-5,8	-6,2	+0,2	+42,4
Produits en caoutchouc	-0,9	+0,3	-0,8	+3,0
Métallurgie et autres	+1,5	+1,7	-1,3	+7,8

**Tableaux synthétiques sectoriels**

*(variation pondérée par les effectifs Acoiss-Urssaf 12/2014)*

**Bilan 2015**

	Production totale	Effectifs	Investissements
Construction	-5,7	-3,2	-32,5
Gros Œuvre	-2,5	-2,3	-39,4
Second Œuvre	-3,9	-3,6	-29,3
Travaux Publics	-11,8	-2,8	-31,7

**Prévisions 2016**

	Production totale	Effectifs	Investissements
Construction	+0,4	-1,3	-8,4
Gros Œuvre	+1,1	-1,7	-11,3
Second Œuvre	+0,0	-1,1	-10,2
Travaux Publics	+0,8	-1,7	-4,7

**Tableaux synthétiques sectoriels**

*(variation pondérée par les effectifs Aross-Urssaf 12/2014)*

**Bilan 2015**

	CA total	Export	Effectifs	Effectifs missionnés	Investissements
Transports et entreposage	-1,0	-1,8	-1,3	N.S.	-6,0
Transports routiers de fret	-2,2	-5,6	-1,0	N.S.	+5,2
Entreposage et services auxiliaires	+0,6	+1,8	-2,0	N.S.	-56,0
Travail temporaire	+5,4	-15,1	N.S.	+6,3	N.S.

**Prévisions 2016**

	CA total	Export	Effectifs	Effectifs missionnés	Investissements
Transports et entreposage	+0,9	+1,3	-0,7	N.S.	-7,3
Transports routiers de fret	+1,2	+0,4	+0,4	N.S.	-9,2
Entreposage et services auxiliaires	+0,4	+2,1	-3,1	N.S.	+9,8
Travail temporaire	+7,3	+0,1	N.S.	+4,9	N.S.



Cette enquête a été réalisée en début d'année par la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif composé de **2240 entreprises ou établissements situés en A.C.A.L.**, appartenant à l'industrie, à la construction ou aux services.

Les données individuelles reçues ont été agrégées selon la Nomenclature d'Activités Française 2008 (NAF2).

### TERMINOLOGIE

Ind Alim	: Industries Alimentaires
Mat Transp	: Matériel de transport
Équip Élect	: Équipement électrique, électronique, autres machines
Autres prod ind	: Autres produits industriels
	<i>1. Textile-habillement chaussures</i>
	<i>2. Bois-papier imprimerie</i>
	<i>3. Industrie chimique</i>
	<i>4. Industrie pharmaceutique</i>
	<i>5. Caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques</i>
	<i>6. Métallurgie et fabrication produits métalliques</i>
	<i>7. Autres industries manufacturières, réparation, installation</i>

### PRÉSENTATION DE L'ÉCHANTILLON A.C.A.L.

Taux de couverture par rapport aux données Acoess - Urssaf

Secteurs d'activité	Effectifs		Taux de couverture en %
	Appréhendés dans l'enquête	Recensés par Acoess-Urssaf au 31/12/2014	
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons	21 193	33 854	62,6 %
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, autres machines	34 568	46 629	74,1 %
Fabrication de matériels de transports	32 171	36 598	87,9 %
Fabrication d'autres produits industriels	89 590	157 349	56,9 %
<b>INDUSTRIE</b>	<b>177 521</b>	<b>274 430</b>	<b>64,7 %</b>
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>45 360</b>	<b>108 729</b>	<b>41,7 %</b>
<b>SERVICES (transports et entreposage et travail temporaire)</b>	<b>21 058</b>	<b>50 289</b>	<b>41,9 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>243 939</b>	<b>433 448</b>	<b>56,3 %</b>

**La Banque de France remercie pour leur précieux concours les entreprises ou établissements qui ont accepté de participer à cette enquête.**

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES  
sur le site Internet de la Banque de France

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr) - Rubrique "Économie et statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

[strasbourg.conjoncture@banque-france.fr](mailto:strasbourg.conjoncture@banque-france.fr) (Alsace)

ou [0277-EMC-UT@banque-france.fr](mailto:0277-EMC-UT@banque-france.fr) (Champagne-Ardenne)

ou [0529-DAR ETUDES-UT@banque-france.fr](mailto:0529-DAR_ETUDES-UT@banque-france.fr) (Lorraine)

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».